

Finally, through our Small Craft Harbours Directorate, we build and maintain harbours on all coasts and inland.

These programs are managed by a staff of 5,500 people working in 10 major regions and in Ottawa.

On the surface, the Department has a rather traditional structure. We have four Assistant Deputy Ministers responsible in turn for the Atlantic Fishery, the Pacific and Freshwater Fishery, Ocean Sciences and Surveys, and Economic Development, Marketing and International relations. What makes us quite a bit different from most other departments is the degree of our decentralization, and the style of our decentralization. More than 90 per cent of all our employees work outside of Ottawa. Some departments may equal that ratio, but none of them, with the exception of the Post Office, have anything resembling our geographic distribution.

In plain terms, we locate our staff in places where they can best directly serve our clients. Our major clients, of course, are fishermen and the fishing industry. People who live on our coasts, on Canada's frontiers, in villages and towns and the occasional small city—in places like Grand Falls, Bella Bella, Shippagan, Prince Rupert and Lockeport. We have, in fact, people working in about 700 locations. Our major regional offices are also by and large located on the coasts and not, for example like those of other departments, in major urban centres such as Toronto or Montreal. This regional presence is one of our strengths since it places us in direct, working contact with our clients, and enables us to respond quickly to the situations which emerge all too quickly and unpredictably in the fisheries.

The degree and manner of our decentralization, though, does not always work to our benefit. Its impact on programs like Official Languages can be negative.

It is exceedingly difficult, for example, to recruit qualified people to work in some of our office locations. There is an unwillingness among many, both French and English speaking, to leave even moderately-sized urban centres like Moncton for jobs in towns like Caraquet. Similarly it is difficult to convince some people living in a centre like Quebec City to live in Moncton or Halifax. My managers tell me this is a serious problem and one which aggravates a Francophone recruitment problem that has been with us for years.

I would also like to mention, since they do impact on the Official Languages Program, two other ramifications which result from the clustering of our resources on both coasts.

The first is that the people who have been traditionally, almost magnetically, drawn to the department are those who come from fishing communities in Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island, New Brunswick, British Columbia, and to a very small extent, Quebec. They are of course mainly English speaking.

Enfin, par l'intermédiaire et la Direction générale des ports pour petits bateaux, nous construisons et entretenons des installations portuaires sur toutes les côtes et les rives des eaux intérieures.

Notre personnel de 5,500 personnes assure la gestion de ces programmes à Ottawa et dans dix grandes régions.

En apparence, la structure du Ministère est plutôt traditionnelle. Nous avons quatre sous-ministres adjoints chargés des Pêches de l'Atlantique, des Pêches dans le Pacifique et en Eau douce, des Sciences et Levés Océaniques et de l'Expansion économique, de la Commercialisation et des Relations internationales. Ce qui nous distingue un peu de la plupart des autres ministères, c'est le degré et le mode de décentralisation. Plus de 90 pour cent de tous nos employés travaillent en dehors d'Ottawa. Il peut en être de même pour certains ministères, mais aucun d'entre eux, à l'exception du ministère des Postes, n'a une répartition géographique aussi étendue que la nôtre.

Pour parler clair, nous plaçons notre personnel là où il peut servir notre clientèle de la façon la meilleure et la plus directe. Nos principaux clients sont bien entendu les pêcheurs et l'industrie halieutique. Ces personnes vivent sur les côtes, dans les villages et les villes des régions éloignées du Canada et dans quelques villes moyennes comme Grand Falls, Bella Bella, Shippagan, Prince-Rupert et Lockeport. En fait, notre Ministère est représenté dans près de 700 localités. Par ailleurs, nos principaux bureaux régionaux sont pour la plupart situés sur les côtes et non, comme pour d'autres ministères par exemple, dans les grands centres urbains comme Toronto ou Montréal. Cette présence régionale est l'un de nos points forts, étant donné que nous avons ainsi des relations de travail directes avec nos clients, ce qui nous permet d'intervenir rapidement lors de situations souvent imprévisibles, comme elles surviennent toujours dans le domaine des pêches.

Cependant, le degré et le mode de notre décentralisation n'est pas toujours à notre avantage. Par exemple, son effet sur des programmes comme celui des Langues officielles a pu être négatif.

Ainsi, il est extrêmement difficile de recruter des personnes qualifiées qui accepteront de travailler dans certains de nos bureaux. Un grand nombre de personnes, tant francophones qu'anglophones, répugnent à quitter des centres urbains, même de taille moyenne comme Moncton, pour aller travailler dans des villes comme Caraquet. De la même façon, il est difficile de convaincre des personnes vivant dans une agglomération comme Québec d'aller s'installer à Moncton ou Halifax. Les gestionnaires du Ministère me rapportent qu'il s'agit là d'un problème grave qui affecte sérieusement le recrutement des francophones, auquel nous devons faire face depuis des années.

Je voudrais aussi mentionner ici deux autres conséquences du regroupement de nos ressources sur les deux côtes, puisqu'elles ont des répercussions sur le Programme des langues officielles.

La première, c'est que les personnes qui ont été, par tradition et presque par la force des choses, attirées au Ministère proviennent des collectivités halieutiques de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, de l'île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique et, dans une moins large mesure, du Québec. Évidemment, elles sont principalement anglophones.